

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la justice

Décision du 19 JAN. 2021

portant répartition des présidences des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail départementaux dans les départements du ressort de la délégation interrégionale Grand-Centre

NOR : JUST2101669S

Décide :

Article 1^{er}

La répartition des présidences des CHSCTD pour le mandat 2021-2022 dans les départements du ressort de la délégation interrégionale Grand-Centre est arrêtée comme suit :

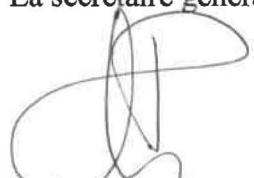
Département	Direction	Fonction
Cher	AP	Directeur ou directrice du service pénitentiaire d'insertion et de probation du Cher (Bourges)
Côte d'Or	SJ	Président ou présidente du tribunal judiciaire de Dijon
Doubs	PJJ	Directeur territorial ou directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse Franche-Comté (Doubs, Haute-Saône, Jura, Territoire de Belfort)
Eure-et-Loir	AP	Directeur ou directrice du service pénitentiaire d'insertion et de probation d'Eure-et-Loir
Indre	SJ	Président ou présidente du tribunal judiciaire de Châteauroux
Indre-et-Loire	PJJ	Directeur territorial ou directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse Touraine-Berry (Indre-et Loire, Loir-et-Cher, Cher, Indre)
Jura	SJ	Président ou présidente du tribunal judiciaire de Lons-Le-Saunier
Loir-et-Cher	SJ	Président ou présidente du tribunal judiciaire de Blois
Loiret	PJJ	Directeur territorial ou directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Orléans (Loire, Eure-et-Loir)
Nièvre	SJ	Président ou présidente du tribunal judiciaire de Nevers
Haute-Saône	PJJ	Directeur territorial ou directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse Franche-Comté (Doubs, Haute-Saône, Jura, Territoire de Belfort)
Saône-Et-Loire	SJ	Président ou présidente du tribunal judiciaire de Mâcon
Yonne	PJJ	Directeur territorial ou directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse de l'Yonne et de la Nièvre
Territoire de Belfort	SJ	Présidente du tribunal judiciaire de Belfort

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du ministère de la justice et prend effet au 1^{er} janvier 2021.

Fait, le **19 JAN. 2021**

La secrétaire générale,



Catherine PIGNON